



COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION RÉGIONALE D'APPLICATION DES RÉSULTATS DE RIO+20 POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE: 22-24 AVRIL 2013

La réunion régionale d'application (RRA) des résultats de Rio+20 pour l'Asie et le Pacifique s'est tenue du 22 au 24 avril 2013, à Bangkok, en Thaïlande. La réunion a été organisée par la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), et fait partie d'une série de réunions organisées par les commissions régionales des Nations Unies pour examiner le suivi des résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio+20) et le programme de développement pour l'après-2015. La RRA pour l'Asie et le Pacifique a offert une perspective régionale au suivi des résultats de Rio+20, tels que la mise en place d'un forum politique de haut niveau (FPHN) pour remplacer la Commission du développement durable (CDD), et l'élaboration d'objectifs de développement durable (ODD) par le Groupe de travail ouvert (GTO) de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) sur les ODD.

Près de 180 représentants de gouvernements, de la société civile, d'entreprises et d'organisations internationales ont participé à la réunion. Un certain nombre de manifestations parallèles ont également été organisées sur: le développement durable des petits États insulaires en développement (PEID) de la région Asie-Pacifique; l'approche SymbioCity pour une urbanisation durable et une gouvernance multi-niveaux en Asie; la perspective des organisations non gouvernementales (ONG) sur le lien entre les résultats de Rio+20 et le programme de développement pour l'après-2015; le Cadre décennal de programmation (10 YFP) concernant les modes de consommation et de production durables (CPD); et les solutions aux défis que présente le développement durable pour l'Asie et le Pacifique.

La région Asie-Pacifique est perçue comme la plus diverse des régions couvertes par les commissions économiques régionales des Nations Unies. La région comprend des pays développés, des pays en voie de développement, des pays à revenu intermédiaire et des pays parmi les moins avancés, des pays montagneux et sans littoral et de petits États insulaires,

ainsi qu'une diversité de langues, systèmes politiques, religions et ethnies. De nombreux délégués ont commenté cette diversité lors de leurs interventions, ainsi que la nécessité de prendre en compte les différentes réalités nationales lors de l'élaboration des ODD et du programme de développement pour l'après-2015.

DANS CE NUMÉRO

Bref historique des Conférences des Nations Unies sur le développement durable	2
Compte-rendu de la réunion	5
Enseignements de la CDD, statut des processus mondiaux et avenir	5
Le cadre institutionnel pour le développement durable: dimensions mondiales et régionales	5
Objectifs de développement durable et programme de développement pour l'après-2015	6
Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables ..	8
Présentation du rapport de la BAD sur la croissance verte.	8
Moyens de mise en œuvre: une stratégie de financement du développement durable et le développement et le transfert des technologies	8
Déclaration relative au développement durable des PEID de l'Asie et du Pacifique et à la troisième conférence internationale sur les PEID	9
Déclarations sur le suivi de Rio+20	9
Examen de la synthèse du président et adoption du compte-rendu de la réunion	11
Synthèse du président	13
Résumé de la manifestation parallèle sur le développement durable des peid d'asie-pacifique: des océans de possibilités	14
Réunions à venir	14
Glossaire	16

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Leila Mead et Delia Paul. Version française: Louison Dumaine-Laulusa - Correctrice: Sandra Gagnon. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), et le gouvernement australien. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2013, par: le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par la Commission européenne. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.



<http://enb.iisd.mobi/>

Bien que la RRA pour l'Asie et le Pacifique ait offert une perspective régionale sur les processus de l'après Rio+20, notamment le GTO et la mise en place du FPHN, les représentants de haut niveau étaient apparemment absents à Bangkok. Certains ont suggéré que les discussions de New York portant sur la constitution du FPHN et la formulation des ODD ont été privilégiées, en tant que principal lieu de discussions sur le développement durable. Dans les couloirs, certaines discussions se sont fait l'écho d'opinions tranchées sur le fait que les discussions ou contributions régionales ne devraient aucunement préjuger de la direction que prennent ces négociations. D'autres ont estimé que les déclarations émanant de la région pourraient être une contribution utile aux processus mondiaux en réaffirmant certaines positions des pays de la région.

De manière générale, les délégués se sont réjouis de la mise en place du FPHN et ont vivement conseillé qu'il intègre les trois dimensions du développement durable de manière égalitaire, tout en avertissant que cette institution doit tirer parti des expériences de la CDD et éviter ses travers. Beaucoup ont souligné que le FPHN ne doit pas devenir un autre « lieu de causerie ». Concernant les ODD et le programme de développement pour l'après-2015, les délégués ont fermement soutenu des objectifs universellement applicables qui tiennent compte des différents stades de développement, demeurent centrés sur l'élimination de la pauvreté et accordent une importance égale aux trois dimensions du développement durable. De nombreux délégués ont présenté leurs mesures et stratégies nationales en soutien à la croissance verte, et certains ont commenté le fait que la région Asie-Pacifique prenne l'initiative d'élaborer et d'adopter de telles stratégies, bien que d'autres aient indiqué que la définition exacte de « croissance verte » demeure floue. Il est clair que les pays s'inquiètent de leur « droit au développement » et que toute mesure imposée de l'extérieur ou considérée par les pays comme une tentative de porter atteinte à ce droit serait malvenue. Les délégués se sont en grande majorité réjouis du résultat de Rio+20 consistant à constituer un comité d'experts chargé de développer la stratégie de financement du développement durable, notant que cela sera déterminant pour que les pays soient en mesure de mettre en œuvre les ODD et le programme de développement pour l'après-2015.

De vives divergences ont été exprimées concernant l'inclusion de certaines questions dans les discussions sur le programme de développement pour l'après-2015, telles que la paix et la sécurité, les droits de l'homme et les changements climatiques, et certains délégués ont également mis en garde contre le chevauchement avec les travaux menés dans d'autres forums. La Fédération de Russie, par exemple, s'est opposée à l'inclusion de la sécurité humaine, bien que la société civile, en particulier, ait plaidé avec émotion pour son inclusion. De même, les changements climatiques ont suscité de nombreux débats, dans et hors de la salle de conférence. Les pays les plus vulnérables, en particulier, tels que les PEID, ont plaidé pour que la question soit clairement reconnue, tandis que d'autres, comme l'Inde, ont mentionné les négociations menées dans les autres forums pour justifier de ne pas débattre des changements climatiques dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015.

Les PEID du Pacifique ont joué un rôle majeur dans la RRA grâce à des interventions importantes en séance plénière et à une manifestation parallèle, ayant attiré de nombreux participants, qui portait sur: le développement durable des PEID du Pacifique et les questions relatives à la gestion efficace des ressources marines; et les préparatifs pour la troisième Conférence internationale sur les PEID, qui se tiendra à Apia, au Samoa, en 2014. La société civile a également joué un rôle très actif dans les discussions, les neuf Grands groupes ayant tous bénéficié d'amplement de temps pour s'exprimer, et de nombreux délégués demandant des dispositions pour une plus forte participation des parties prenantes dans le FPHN. Certains pays ont salué le niveau de participation de la société civile et ont exprimé l'espoir qu'un tel niveau de participation puisse se renouveler lors des négociations en cours à New York et au sein du FPHN.

La plupart des délégués ont convenu de l'utilité de la réunion pour énoncer clairement et mieux comprendre les opinions de chacun, bien que certains observateurs aient fait remarquer que le suivi de Rio+20 continuera à être régi par les problèmes et les crises actuels des pays. Il reste à voir quel rôle joueront les Commissions régionales, en particulier la CESAP, dans le programme de développement pour l'après-2015 alors que les négociations sur les divers résultats de Rio+20 se poursuivent au niveau mondial.

BREF HISTORIQUE DES CONFÉRENCES DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conférence de Stockholm: La Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain s'est tenue à Stockholm, en Suède, du 5 au 16 juin 1972, et a produit trois grands ensembles de décisions: en premier lieu, la Déclaration de Stockholm; en second lieu, le plan d'action de Stockholm, composé de 109 recommandations pour des mesures internationales de lutte contre la dégradation de l'environnement à l'intention des gouvernements et des organisations internationales; et en dernier lieu, un ensemble de cinq résolutions demandant une interdiction des essais d'armes nucléaires, la création d'une banque de données internationale sur les données environnementales, l'examen des actions liées au développement et à l'environnement, la création d'un fonds pour l'environnement, et l'établissement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en tant que noyau central de la coopération environnementale mondiale et de l'établissement de traités.

Commission Brundtland: En 1983, l'AGNU a mis en place une commission indépendante pour formuler un programme d'action à long terme. Au cours des trois années suivantes, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, plus connue sous le nom de Commission Brundtland, d'après le nom de sa présidente, Gro Harlem Brundtland, a tenu des audiences publiques et a étudié les questions. Son rapport, *Notre avenir à tous*, publié en 1987, a souligné la nécessité pour tous les pays de se doter de stratégies de développement tenant compte des limites de la capacité de l'écosystème mondial à se régénérer et à absorber les déchets. La Commission a souligné le lien entre le développement économique, la sécurité et les

questions environnementales, et a identifié l'élimination de la pauvreté comme une condition nécessaire et fondamentale à un développement écologiquement viable.

Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement: La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), également connue comme le Sommet de la Terre, s'est tenue du 3 au 14 juin 1992 à Rio de Janeiro, au Brésil, et a vu la participation de plus de 100 chefs d'État et de gouvernement, de représentants de 178 pays, et de quelque 17 000 participants. Les principaux résultats de la CNUED ont été la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, Action 21 (un programme d'action composé de 40 chapitres) et la Déclaration de principes sur les forêts. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique ont également été ouvertes à la signature lors du Sommet de la Terre. Action 21 appelait à la création d'une Commission du développement durable, en tant que commission fonctionnelle du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), chargée de garantir un suivi effectif de la CNUED, de renforcer la coopération internationale et d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre d'Action 21 aux niveaux local, national et international.

SE/AGNU 19: La 19^{ème} Session extraordinaire de l'AGNU, consacrée à l'examen et à l'évaluation d'ensemble d'Action 21 (23-27 juin 1997, New York) a adopté le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 (A/RES/S-19/2) et a évalué les progrès accomplis depuis la CNUED.

Sommet mondial pour le développement durable: Le Sommet mondial pour le développement durable (SMDD) s'est réuni du 26 août au 4 septembre 2002, à Johannesburg, en Afrique du Sud. L'objectif du SMDD, conformément à la Résolution 55/199 de l'AGNU, était d'organiser au niveau du Sommet une évaluation décennale de la CNUED afin de renouveler l'engagement mondial en faveur du développement durable. Le SMDD a rassemblé plus de 21 000 participants issus de 191 gouvernements, d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales, du secteur privé, de la société civile, du milieu universitaire et de la communauté scientifique. Les délégués ont négocié et adopté deux documents principaux: le Plan de mise en œuvre de Johannesburg (PMCEJ) et la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable.

Le PMCEJ est conçu comme un cadre d'action visant à mettre en œuvre les engagements initialement convenus lors de la CNUED et comprend des chapitres sur l'éradication de la pauvreté, les modes de consommation et de production, les ressources naturelles, la santé, les petits États insulaires en développement (PEID), l'Afrique, d'autres initiatives régionales, les moyens de mise en œuvre (MMCE) et le cadre institutionnel.

Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20): La troisième et dernière réunion du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio+20), les consultations informelles pré-conférence organisées par le pays hôte, et la CNUDD se sont tenues l'une à la suite de l'autre, à Rio de Janeiro, au Brésil, du 13 au 22 juin 2012. Au cours de leurs dix jours de présence à Rio, les délégations gouvernementales

ont achevé leurs négociations autour du document final de Rio, intitulé *L'avenir que nous voulons*. Des représentants de 191 États membres des Nations Unies et observateurs, dont 79 chefs d'État ou de gouvernement, ont participé au débat général, et près de 44 000 personnes ont assisté aux réunions officielles, au Forum Rio+20 sur les partenariats, aux Dialogues sur le développement durable, à l'Apprentissage du DD et à près de 500 manifestations parallèles.

Les participants ayant pris part à Rio+20 ont été encouragés à prendre des engagements volontaires en faveur de mesures permettant de concrétiser les objectifs de la conférence, accompagnés d'engagements d'ordre financier des gouvernements, du secteur privé, de la société civile et d'autres groupes. *L'avenir que nous voulons* appelle l'AGNU à prendre des décisions portant, entre autres sur: la désignation de l'organisme devant mettre en opération le 10YFP; la détermination du format et des aspects organisationnels du FPHN, qui doit remplacer la CDD; le renforcement du PNUE; la constitution d'un GTO pour l'élaboration des ODD qui doivent être approuvés par l'AGNU; l'établissement d'un processus intergouvernemental relevant de l'AGNU pour établir un rapport proposant des options en vue d'une stratégie de financement efficace pour le développement durable; et l'examen d'un ensemble de recommandations du Secrétaire général pour un mécanisme de facilitation favorisant la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies propres et respectueuses de l'environnement.

En outre, l'AGNU est appelée à prendre, dans les deux ans à venir, une décision pour la mise en place d'un instrument international relevant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, applicable à la biodiversité marine au-delà des zones de juridiction nationale. Par ailleurs, la Commission de statistique des Nations Unies est appelée à lancer un programme de travail sur des mesures plus larges destinées à compléter l'indice du produit intérieur brut (PIB); et le système des Nations Unies est encouragé, selon ce qu'il convient, à soutenir l'élaboration de modèles de pratiques exemplaires et à faciliter les actions permettant l'intégration des rapports sur la durabilité.

Le document comprend également un libellé sur les subventions qui faussent le commerce, sur la pêche et sur les subventions accordées au secteur des combustibles fossiles. Au sujet des PEID, le texte demande la poursuite et le redoublement des efforts visant à aider les PEID à mettre en œuvre le Programme d'action de la Barbade (PAB) et la Stratégie de Maurice pour la mise en œuvre (SMCEM), et le renforcement du système d'aide des Nations Unies aux PEID pour relever les défis actuels et émergents. Il demande également que la troisième Conférence internationale sur les PEID ait lieu en 2014.

AGNU 67: La 67^{ème} session de l'AGNU a adopté une résolution sur la mise en œuvre d'Action 21 et des résultats de Rio+20 (A/RES/67/203), qui décrit le processus de négociation en vue de la création du FPHN et recommande que la CDD organise une dernière session « courte et procédurale » à la suite de la conclusion des négociations sur le FPHN. Le texte appelle également le GTO à présenter un rapport à l'AGNU lors de sa 68^{ème} session et à élaborer des rapports réguliers, en tenant compte de la tenue du premier FPHN et de l'événement spécial

organisé en 2013 pour assurer le suivi des efforts déployés pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Réunion régionale d'application de l'Afrique: La RRA de l'Afrique s'est tenue à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 19 au 21 novembre 2012, en même temps que la huitième session du Comité de la sécurité alimentaire et du développement durable, et a adopté un document final comprenant des recommandations sur: les dispositions relatives au FPHN; les ODD, notamment les priorités de l'Afrique telles que l'élimination de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la lutte contre la désertification; et les MMCE. L'une des recommandations demande l'élévation de la RRA de l'Afrique au rang de forum régional de haut niveau afin de garantir la participation effective des pays africains au FPHN.

Conférence sur le développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes: Suivi du programme de développement de l'après 2015 et Rio+20: Cette réunion s'est tenue à Bogotà, en Colombie, du 7 au 9 mars 2013, précédée d'un Forum des Caraïbes les 5 et 6 mars 2013 pour débattre des questions d'importance pour la sous-région. Le Forum des Caraïbes a adopté des directives sur la façon de poursuivre le travail pour le développement de la sous-région qui visaient également à contribuer à l'élaboration de l'ordre du jour de la troisième Conférence internationale sur les PEID en 2014. La Conférence sur le développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes a offert aux délégués un espace où énoncer les priorités régionales concernant le programme de développement pour l'après-2015, portant notamment sur: la lutte contre les inégalités; la CPD; les mesures plus larges pour l'évaluation du développement durable, notamment celles qui sont liées à la santé, à l'éducation, à l'environnement et au bien-être; et de nouveaux modes de financement, au-delà de l'aide publique au développement (APD) traditionnelle.

Première session du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable: La première réunion officielle du GTO a eu lieu les 14 et 15 mars 2013 au siège des Nations Unies, à New York. Les participants ont partagé leurs opinions initiales sur le processus et le contenu du cadre des ODD et ont proposé des questions prioritaires à inclure dans les objectifs. Les principaux domaines mis en exergue ont été: l'élimination de la pauvreté et de la faim; l'emploi et le travail décent; la CPD; l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; l'accès aux éléments essentiels au bien-être humain, tels que l'alimentation, l'eau, la santé et l'énergie, et leur bonne gestion; et les MMCE. Les délégués ont présenté leurs vues sur l'intégration des ODD au programme de développement pour l'après-2015 et sur le maintien de l'accent sur la mise en œuvre des OMD.

Discussion de la Commission économique pour l'Europe (CEE) sur le développement durable et le suivi de Rio+20: Cette réunion a eu lieu à Genève, en Suisse, le mardi 9 avril 2013. Bien que la CEE ait décidé de ne pas tenir de réunion régionale d'application (RRA) formelle post-Rio+20, le débat a été considéré comme une contribution importante à la mise en œuvre des décisions de Rio+20 dans le contexte de la CEE. Les participants issus de gouvernements, d'agences des Nations Unies, des Grands groupes et autres parties prenantes ont examiné la pertinence des résultats de Rio+20 pour les travaux

de la CEE et ont suggéré des façons dont la Commission peut contribuer à la formulation des ODD et aux nouveaux mécanismes de gouvernance, tel que le FPHN.

Deux tables rondes ont examiné l'« Avenir de la durabilité: de la transition à la transformation » et la « Gouvernance du développement durable: incidences et perspectives régionales pour le cadre institutionnel après Rio+20 ». Les délégués ont généralement convenu que les débats ont été utiles pour: définir des priorités régionales pour la période post-Rio+20, ainsi que les domaines dans lesquels la CEE peut garantir des résultats, dans la limite de son mandat et de ses ressources; et comprendre les positions des pays et des parties prenantes de la région au moment où les négociations sur les ODD et le FPHN prennent forme à New York. Une série de synthèses du Président sur les débats a été publiée à l'issue de la réunion.

Deuxième session du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable: Le deuxième GTO s'est réuni du 17 au 19 avril 2013 au siège des Nations Unies, à New York. Les délégués ont abordé la conceptualisation des ODD et le processus des ODD, l'élimination de la pauvreté et le Programme de Travail (PdT) du GTO pour la période 2013-2014.

Concernant les questions de conceptualisation, les délégués ont débattu: de la manière de rendre les objectifs applicables universellement tout en demeurant pertinents pour les situations nationales spécifiques; du lien entre les ODD et les OMD, et des principaux enseignements de ceux-ci; et de l'élimination de la pauvreté. Au sujet de l'universalité, deux options principales ont été discutées: un ensemble commun d'objectifs associé à l'adoption de cibles différenciées et/ou de calendriers établis en fonction des niveaux de développement et des situations nationales; ou un ensemble commun d'objectifs avec des cibles et des indicateurs multiples comprenant soit un tableau de bord soit un menu à partir duquel les pays pourraient choisir leurs priorités lors de la conception de leur propre programme de développement, dans le respect de leurs niveaux de développement et réalités nationales. Les délégués ont semblé partisans de l'idée d'un tableau de bord mondial, bien que certains pays aient exprimé leur préoccupation quant au fait de se doter de cibles et d'indicateurs trop nombreux.

Les discussions sur l'élimination de la pauvreté ont principalement porté sur la question de savoir si celle-ci devrait être une cible globale pour l'ensemble des ODD ou un objectif indépendant, et sur la façon dont les aspects multidimensionnels de la pauvreté peuvent être saisis dans le nouvel ensemble d'objectifs. La plupart des délégués ont convenu de la nécessité de dépasser les mesures traditionnelles de la pauvreté fondées sur le revenu.

Une divergence d'opinions a émané des discussions sur le PdT, en particulier concernant la proposition de regrouper certaines questions, telles que l'énergie et les changements climatiques, à propos de laquelle les pays en développement ont estimé que les ODD devraient porter sur les aspects de l'énergie liés au développement et à l'accès à l'énergie pour les pauvres, et que le débat devrait avoir lieu dans le contexte d'une croissance soutenue et sans exclusion. De nombreux délégués ont demandé que les MMCE soient abordés de manière transversale plutôt que dans une session distincte.

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION

La Secrétaire exécutive de la CESAP, Noleen Heyzer, a ouvert la RRA des résultats de Rio+20 pour l'Asie et le Pacifique (RRA) et a sollicité les avis des délégués sur la façon de concilier les processus des ODD et du programme de développement pour l'après-2015. Elle a déclaré que les cadres régionaux peuvent compléter et faciliter la traduction des politiques de développement durable en mesures concrètes au niveau national.

Young-Woo Park, Directeur régional du Bureau régional du PNUE pour l'Asie et le Pacifique (ROAP), a attiré l'attention sur les résultats de Rio+20, notamment l'affirmation de l'économie verte et de la CPD, ainsi que sur la récente décision de l'AGNU de créer une Assemblée des Nations Unies pour l'environnement. Il a mentionné les mesures de suivi adoptées par le PNUE, notamment la campagne « Pensez, Mangez, Préservez » visant à réduire le gaspillage et les pertes alimentaires, le Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte, et les discussions thématiques mondiales sur la viabilité environnementale. Il a appelé à une collaboration plus étendue avec le secteur privé et les marchés.

Daniele Ponzzi, de la Banque asiatique de développement (BAD), a examiné le rapport commun « Économie verte, ressources et résilience » publié par le PNUE, la BAD et la CESAP, et le document de la BAD « Orientations opérationnelles en matière d'environnement pour la période 2013-2020 » qui recommande: de se tourner vers des infrastructures durables et à faibles émissions de carbone; d'investir dans le capital naturel; de renforcer les capacités de gouvernance et de gestion environnementales; et de répondre aux impératifs liés aux changements climatiques. Il a noté que la région est un chef de file mondial dans le domaine de l'investissement vert, et a mis l'accent sur la production et l'échange de connaissances en matière de développement, et sur les plates-formes de connaissances régionales comme étant essentielles au renforcement de la coopération régionale.

Nurlan Kapparov, Ministre de la protection de l'environnement du Kazakhstan et Président de la CDD-20, a abordé, par transmission vidéo, la transition du Kazakhstan vers une économie verte, en mettant l'accent sur le Programme de partenariat pour une passerelle verte. Il a mentionné les imminentes contributions du Kazakhstan à l'initiative Énergie durable pour tous (SE4ALL) du Secrétaire général des Nations Unies, et le dialogue constructif avec les Grands groupes, soulignant l'initiative Alliance civile avec le Kazakhstan.

Kim Lee Choy, s'exprimant au nom du Grand groupe des jeunes et des enfants, a mis l'accent sur la nécessité pour tous d'avoir accès à une eau propre et salubre, sur les villes durables et sur les moyens de transport respectueux de l'environnement. Elle a vivement recommandé des mesures immédiates pour un avenir plus vert et plus heureux.

ÉLECTION DU BUREAU ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR: Vannak Chhun (Cambodge) a été élu Président; Ahmed Saleem (Maldives), Askar Tazhiyev (Kazakhstan), et Peseta Noumea Simi (Samoa) ont été élus Vice-présidents; et Yuba Raj Bhusal (Népal) a été élu rapporteur.

Le Président Chhun a invité les délégués à adopter l'ordre du jour (EDD/UNCSD/RIM/1). La Fédération de Russie a signalé que les États membres ont convenu que la synthèse du Président

serait le document final de la réunion, et que toutes les procédures doivent être incluses dans ce document plutôt que dans un compte-rendu distinct. Les délégués ont ensuite adopté l'ordre du jour.

PRINCIPAUX RÉSULTATS DE RIO+20 ET IMPLICATIONS POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE ET APERÇU DE LA RÉUNION: Rae Kwon Chung, Directeur de la Division de l'environnement et du développement de la CESAP, a mis l'accent sur les principaux résultats de Rio+20 et a présenté des questions à examiner par la région, notamment: le renforcement du cadre institutionnel pour le développement durable; la définition des défis et priorités de la région à aborder dans les ODD; et les mécanismes de financement.

ENSEIGNEMENTS DE LA CDD, STATUT DES PROCESSUS MONDIAUX ET AVENIR

Nikhil Seth, Directeur de la Division du développement durable du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), a présenté les enseignements tirés de la CDD et a examiné les processus relatifs au FPHN et au GTO. Au sujet du FPHN, il a fait remarquer que les dix premières années de la CDD ont bénéficié du soutien fort d'une représentation de haut niveau, mais que l'enthousiasme a commencé à faiblir dans les années suivantes en raison de: l'établissement trop précoce des ordres du jour, entraînant un manque de flexibilité; l'attention insuffisante portée à la mise en œuvre; l'accent mis principalement sur la perspective environnementale; et le manque de résultat de certaines réunions. Il a souligné la nécessité de: coopérer pleinement avec les communautés décisionnaires et les Commissions régionales; et de renforcer l'interface science-politiques.

Concernant les ODD, il a noté « un grand enthousiasme » et un domaine de compétence nettement plus large pour les ODD, au-delà des domaines couverts par les OMD. Il a déclaré que lors de sa récente session, le GTO a demandé l'accélération de la mise en œuvre des OMD et l'insertion des objectifs dans un exposé plus large, ainsi qu'un accent fort sur l'élimination de la pauvreté grâce à une croissance profitant à tous et à la prestation des services de base. Il a exposé les grandes lignes du programme du GTO pour les mois à venir, déclarant que ce programme s'achèverait par la présentation d'un rapport à la 68^{ème} session de l'Assemblée générale.

LE CADRE INSTITUTIONNEL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: DIMENSIONS MONDIALES ET RÉGIONALES

Cette session du mardi matin a été animée par Kilaparti Ramakrishna, Directeur du Bureau sous-régional de la CESAP pour l'Asie de l'Est et du Nord-Est.

Présentations des experts: Ella Antonio, du Conseil de la Terre, Asie-Pacifique, a discuté du FPHN, recommandant vivement une coordination, une intégration et une cohésion fortes à tous les niveaux. Elle a souligné que l'espace offert à la participation de la société civile s'est considérablement élargi et amélioré, mais elle a constaté la compétition existant pour y accéder et une complexité accrue avec un plus grand nombre d'acteurs devant se concerter et coopérer. Elle a vivement recommandé de mettre en place des plates-formes pour l'interaction et la coopération entre les sous-régions et

les régions, et de créer des organes multipartites au niveau national, mentionnant à titre d'exemples les Conseils pour le développement durable des Philippines et de l'Allemagne.

Lim Li Ching, du Réseau Tiers-Monde, a déclaré que le FPHN ne devrait pas être un « lieu de causerie », mais plutôt un « CDD améliorée » s'appuyant sur les modalités de la CDD en matière de fonctions et de prise de décisions, et offrant une ligne directrice et un catalyseur pour l'action, tous les États membres étant impliqués dans l'élaboration des décisions. Elle a appuyé un secrétariat fort et élargi, a vivement recommandé d'étudier d'autres modèles favorisant le renforcement de la participation de la société civile, tels que le Mécanisme de la société civile du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et a déclaré que la CESAP pourrait mettre en place un processus visant à élargir la consultation, la mobilisation et la participation de la société civile aux niveaux régional et national.

Déclarations des pays: De nombreux pays ont souligné que le FPHN devrait garantir la participation de représentants des trois dimensions du développement durable. La Fédération de Russie a déclaré que le FPHN devrait suivre les progrès accomplis concernant les ODD, sans toutefois amener une standardisation ou une surveillance des pays, a proposé que l'ECOSOC joue un rôle de premier plan dans le processus, et s'est opposée à la mise en place de tout mécanisme supplémentaire. La Thaïlande a proposé que la CESAP collabore avec le ROAP du PNUE et d'autres acteurs régionaux à l'apport de contributions au FPHN afin de garantir que les préoccupations nationales et régionales soient intégrées dans la prise de décision mondiale.

La Chine a déclaré que le FPHN devrait: trouver un équilibre entre les trois piliers; mieux faire entendre la voix des pays en développement et les aider à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent; garantir une transition en douceur avec la CDD; étudier de nouvelles méthodologies de travail; et tenir compte des idées issues des mécanismes régionaux, tels que la CESAP.

Le Népal a mis l'accent sur les défis rencontrés par les pays les moins avancés et les pays montagneux et a déclaré que le FPHN devrait faciliter l'intensification de leur participation. L'Australie a mis en garde contre la redondance avec les travaux menés par des entités existantes, et a déclaré que le FPHN devrait s'appuyer sur les enseignements de la CDD, en évitant toutefois les répétitions, et ne devrait pas s'engager dans les négociations, notant que cela a été l'un des travers de la CDD.

Les Philippines ont souligné que le FPHN devrait renforcer les partenariats afin d'améliorer le retour d'information et pallier les lacunes de la CDD. La représentante a vivement recommandé: de renforcer le suivi et l'évaluation des activités et des résultats attendus; d'apporter un soutien aux mesures nationales et locales; et d'intégrer les institutions existantes plutôt que d'en créer de nouvelles. Le Sri Lanka a déclaré: que les décisions du FPHN devraient être universelles, effectives et exécutoires; que les controverses devraient être résolues au niveau régional lorsque cela est possible; et que le FPHN devrait aborder les domaines négligés, tels que les finances et la technologie, prendre l'initiative de la mise en œuvre des ODD, et se réunir à bref délai pour faire face aux crises.

Singapour a vivement recommandé une participation de haut niveau de la part de tous les secteurs, et pas seulement de celui de l'environnement. Les Tuvalu ont déclaré que tandis que le FPHN devrait assurer le suivi des résultats obtenus au niveau mondial, un suivi plus approfondi devrait être assumé aux niveaux régional et sous-régional, la CESAP rendant compte des résultats au niveau mondial. Le représentant a déclaré qu'un modèle de suivi et de compte-rendu commun, quoique fondé sur la situation de chaque pays, devrait être élaboré.

Déclarations des Grands groupes: Le Grand groupe des femmes a appelé les commissions régionales des Nations Unies à: réunir les informations provenant des organisations de la société civile et mener un examen périodique des progrès accomplis en matière d'autonomisation des femmes; mettre en place des mécanismes de responsabilisation, tels que des examens budgétaires et des rapports parallèles; et adopter l'approche utilisée par le mécanisme d'Examen universel par les pairs du Conseil des droits de l'homme.

Le Grand groupe des jeunes et des enfants a demandé la participation des jeunes au FPHN, qui, selon le Groupe, devrait faire rapport directement à l'AGNU. Le Grand groupe des peuples autochtones a proposé d'intégrer une dimension culturelle au développement durable.

Le Grand groupe des ONG a déclaré que la société civile devrait être un partenaire à part égale dans le FPHN, plutôt que de ne détenir qu'un rôle consultatif. Le Grand groupe des entreprises et de l'industrie a exhorté les gouvernements à intensifier leur collaboration avec les entreprises. Le Grand groupe des travailleurs et des syndicats a déclaré que les droits de l'homme sont une question de développement durable, et a demandé un dialogue social accru à l'échelon des communautés.

Le Grand groupe de la communauté scientifique et technique a proposé de reproduire certaines dispositions du Conseil des droits de l'homme, telles que l'examen par les pairs de l'efficacité des politiques et la désignation de rapporteurs spéciaux à des fins d'enquête, et a plaidé pour l'amélioration de l'accès à l'information et à la justice. Le Grand groupe des agriculteurs a demandé d'écouter les voix des petits exploitants, des femmes et des pauvres.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015

Rae Kwon Chung, de la CESAP, a animé cette session du lundi après-midi, et a entamé la discussion par une présentation sur la nécessité de s'éloigner d'un modèle de croissance fondé sur « un cercle vicieux » d'exploitation des capitaux humain et naturel pour tendre vers un « cercle vertueux » fondé sur l'investissement dans les capitaux humain et naturel.

Présentations des experts: Shamsul Alam, de la Division générale de l'économie de la Commission de planification du Bangladesh, a proposé de conserver un grand nombre d'indicateurs actuels OMD, et a présenté six thèmes autour desquels réunir les ensembles d'objectifs, avec l'intention de faire converger le programme de développement pour l'après-2015 et les ODD. Il a présenté les groupes thématiques comme étant: population, genre, éducation et santé; croissance

économique, pauvreté, faim et emploi; environnement, changements climatiques, économie verte, énergie et catastrophes; gouvernance et droits de l'homme; modes de consommation et de production durables; et coopération internationale pour le développement durable.

John Egan, du Ministère des affaires étrangères et du commerce de la Nouvelle-Zélande, a déclaré que les OMD n'ont pas su reconnaître les dimensions multiples de la pauvreté, et que les nouveaux objectifs devraient aller « au-delà des minima » et ne pas seulement réduire la pauvreté de moitié, mais l'éliminer.

Noeleen Nabulivou, du réseau Development Alternatives with Women for a New Era, a pris note de l'accord sur les principes d'universalité et de non-régression des ODD. Elle a demandé, entre autres: la lutte contre les causes premières de l'inégalité des sexes; un accès équitable aux ressources et leur juste répartition; l'élimination de la violence sexuelle et sexiste; la garantie des droits des femmes en matière de procréation; et des mesures en faveur de la sécurité alimentaire et contre l'instabilité des prix des denrées alimentaires. Elle a exhorté la CESAP à intensifier ses efforts en vue de la comparabilité internationale des données, y compris la coopération avec la Commission de statistique des Nations Unies.

Krishna Rao Pinninti, de l'Université Rutgers, a proposé de déplacer le seuil international de pauvreté de 1,25 \$US par jour à 2 \$US par jour, en faisant observer la proportion élevée de la population ayant un niveau de vie relativement bas dans la région. Il a recommandé: de s'attaquer aux poches de pauvreté persistantes, d'utiliser les indices de pauvreté multidimensionnelle spécifiques aux pays; et de lutter contre la pauvreté qui sévit parmi les femmes et les enfants. Il a appelé les gouvernements à se concentrer sur: une réforme institutionnelle adaptée à leur pays; la participation effective des parties prenantes; les mécanismes d'ouverture, de responsabilité et de transparence; et un développement respectueux des droits de l'homme et profitant à tous.

Déclarations des pays: Au cours du débat, de nombreux pays ont souligné que les ODD devraient: avoir un caractère universel et tenir compte des réalités et niveaux de développement divers des pays; intégrer et être fondés de manière égale sur les trois piliers du développement durable; et conserver l'élimination de la pauvreté pour fondement.

La représentante du Bhoutan a mentionné l'approche du développement axée sur l'être humain adoptée par son pays, et les progrès significatifs accomplis en matière de bonheur national brut.

Le Népal a déclaré que les ODD devraient adhérer à tous les Principes de Rio. La Thaïlande a mis en exergue: le fait que les ODD devraient pallier les principales lacunes des OMD; la nécessité pour les pays d'établir des objectifs nationaux; la participation multipartite; et la collecte de données aux niveaux local et national pour les indicateurs.

Le Japon a déclaré que les pays devraient viser une croissance partagée et sans exclusion. La Chine a déclaré que le processus d'élaboration des ODD devrait être guidé par les Principes de Rio, notamment les responsabilités communes mais différenciées (RCMD).

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a appuyé la participation de la société civile à la planification et à la mise en œuvre, et a suggéré que la CESAP propose des principes visant à contribuer à guider la concrétisation des ODD.

Les Philippines ont mis l'accent sur: le mécanisme de responsabilité et de retour d'information; l'alignement sur les cadres de développement nationaux; la coopération avec la société civile et le secteur privé; et l'optimisation de l'utilisation des ressources naturelles alliée à la préservation de l'équilibre écologique.

L'Inde a déclaré que le cadre de développement ne devrait pas entraver le développement et, que bien que des avancées aient été enregistrées, la pauvreté subsiste. Le représentant a déclaré que leur simplicité explique la réussite des OMD, s'est opposé à la surcharge du programme, et a insisté sur la prévalence du droit au développement.

L'Indonésie a déclaré que les dimensions multiples de la pauvreté devraient constituer le point de départ des discussions, et que l'élimination de la pauvreté ne peut être obtenue que par un développement équitable et le renforcement des partenariats mondiaux.

La Fédération de Russie s'est opposée à l'intégration de la paix et de la sécurité comme quatrième pilier du développement durable, et a déconseillé de préjuger des résultats du GTO.

Singapour a mis en garde contre le risque d'entrave au développement causé par l'adoption d'objectifs contraignants, et a plaidé pour la cohérence et la coordination entre les processus des ODD et le programme de développement pour l'après-2015 afin d'éviter la répétition des efforts.

La Malaisie a déconseillé de détourner l'attention des OMD, et a appuyé l'intégration des ODD au programme de développement pour l'après-2015, avec un accent sur les pays en développement et l'élimination des inégalités. Le représentant a demandé que les ODD soient fondés sur les RCMD et liés à des MMCE efficaces.

Le Viet Nam a plaidé pour des indicateurs concrets et des objectifs mesurables et pour que les défis et priorités propres à la région soient abordés.

Déclarations des Grands groupes et autres parties prenantes: Le Grand groupe des femmes a plaidé pour un modèle qui s'attaque aux causes premières des inégalités, en mettant l'accent sur: le contrôle des ressources et les moyens de subsistance viables; le travail décent et le salaire minimum vital; la paix et la sécurité reposant sur la justice; et les droits en matière de sexualité et de procréation.

Le Grand groupe des enfants et des jeunes a vivement recommandé la synergie avec les OMD, l'inscription d'engagements volontaires et un accent sur l'éducation environnementale. Le Grand groupe des peuples autochtones a vivement recommandé la reconnaissance des valeurs culturelles et ethniques comme un élément important du développement durable, et la mise en œuvre totale et effective de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP).

Le Grand groupe des ONG a insisté sur les RCMD, le recours à une approche participative pour la formulation des ODD, et l'implication de la société civile depuis la formulation jusqu'à

la concrétisation des objectifs. Le Grand groupe des autorités locales a demandé des objectifs globaux, transformateurs et simples, des mesures incitatives pour les atteindre, et le renforcement des capacités nécessaires à une bonne gouvernance.

Le Grand groupe des travailleurs et des syndicats a vivement recommandé de modifier les modes de consommation et de production non durables, et a déclaré que la protection sociale est essentielle à la justice sociale. Le Grand groupe des entreprises et de l'industrie a appelé au soutien du secteur privé et à des programmes de formation, en notant que l'industrie est essentielle au développement durable.

Le Grand groupe de la communauté scientifique et technique a insisté sur l'influence de ses membres dans la mise en œuvre des ODD, en faisant remarquer que l'Inde compte six millions d'ingénieurs et la Chine dix millions. Le Grand groupe des agriculteurs a déploré l'appropriation des terres et l'exploitation des ressources perpétrées sous prétexte de lutter contre la faim, et a souligné qu'un cadre de « souveraineté alimentaire » relève de la démocratie écologique. Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) a appelé les pays à offrir une couverture médicale universelle.

CADRE DÉCENNAL DE PROGRAMMATION CONCERNANT LES MODES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION DURABLES

Le lundi après-midi, Charles Arden-Clarke, Chef de l'Unité Biens et service du Service de la CPD du PNUE, et Chef du Secrétariat du 10YFP par intérim, a présenté les progrès réalisés concernant le 10YFP, en rappelant aux pays de désigner leurs points focaux nationaux. Il a signalé qu'un groupe de coordination interorganisations des Nations Unies sur le 10YFP se réunira pour la première fois à Paris le mois prochain et que des fonds d'affectation spéciale ont été mis en place pour cinq programmes du 10YFP sur: l'information des consommateurs; les modes de vie durables et l'éducation; les pratiques durables de passation des marchés publics; les bâtiments et la construction durables; et le tourisme durable, y compris l'écotourisme. Il a également indiqué l'existence du Centre d'information mondial sur la CPD, et a mis l'accent sur les initiatives régionales existantes ayant trait à la CPD, notamment le Programme SWITCH-Asia visant à promouvoir la CPD dans les petites et moyennes entreprises, le Partenariat asiatique pour des stratégies de développement à faible intensité et « l'économie circulaire » de la Chine. Il a encouragé les pays à s'appuyer sur les travaux accomplis en adoptant des approches sectorielles; en présentant des arguments commerciaux en faveur de la CPD; et en coopérant autour de domaines d'intérêt commun, tels que les normes et l'étiquetage pour l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

PRÉSENTATION DU RAPPORT DE LA BAD SUR LA CROISSANCE VERTE

Le lundi après-midi, Daniele Ponzi, de la Banque asiatique de développement (BAD), a présenté le rôle de soutien à la « croissance verte » de la BAD, préférant ce terme à celui d'« économie verte ». Il a présenté les « Orientations opérationnelles en matière d'environnement pour la période 2013-2020 » de la BAD, qui comprennent: la mobilisation de 8 billion \$US

d'investissements pour les infrastructures durables de la région au cours des dix prochaines années; l'investissement dans le capital naturel par le biais d'initiatives dans le Triangle de corail, les forêts du « cœur de Bornéo », le Bassin du Mékong, et l'Himalaya; et le renforcement de la gouvernance environnementale par le biais des institutions, de la conformité, de la mise en application, des systèmes de protection de l'environnement, de la transparence, de la communication d'informations et de la responsabilisation.

MOYENS DE MISE EN ŒUVRE: UNE STRATÉGIE DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LE DÉVELOPPEMENT ET LE TRANSFERT DES TECHNOLOGIES

Le mardi matin, le Président Chhun a ouvert la séance et Masakazu Ichimura, de la CESAP, a animé la session.

Présentations des experts: Tariq Banuri, de l'Université de l'Utah, et ancien Directeur de la Division du développement durable des Nations Unies, a déclaré que les MMCE ont été un sujet de discordance concernant la CPD, et a mis l'accent sur le besoin de coopération. Il a recommandé que les MMCE fassent appel aux éléments normatifs, techniques, opérationnels et de suivi du système des Nations Unies, et a suggéré que des modèles institutionnels, tels que le Fonds vert pour le climat, pourraient être « exploités » pour le développement durable.

Feri Lumampao, Directrice exécutive de l'Alliance asiatique des spécialistes des techniques appropriées, a demandé l'implication des universitaires, des femmes, et des entreprises et de l'industrie dans la définition des besoins technologiques et l'évaluation des technologies, ainsi que l'inclusion d'objectifs et d'indicateurs liés au genre. Elle a mentionné un projet de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de Grameen Shakti, qui forme les femmes à l'installation de panneaux solaires au Bangladesh, comme étant un bon exemple de renforcement des capacités.

Dino Vega, de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Indonésie, s'est dit impatient de voir la « course au vert » des entreprises et des gouvernements œuvrant de conserve à l'avancement des technologies vertes. Il a demandé que la question des paradis et des échappatoires fiscaux soit abordée, et que le véritable coût des activités humaines pour la planète soit reconnu.

Le Président Chhun a fait un exposé sur la croissance verte au Cambodge, en faisant observer que tous les ministères sont impliqués dans la formulation et la mise à jour des politiques et des plans d'action en matière de croissance verte, notamment ceux qui ont trait, entre autres, à l'investissement et à la création d'emploi, à l'éducation, aux régimes de sécurité sociale, au patrimoine culturel et à la bonne gouvernance. Il a déclaré que dans les aires protégées, plus de 100 communautés gèrent les ressources et protègent les moyens de subsistance grâce à des programmes de ceintures vertes.

Keobang Keola, du Ministère des ressources naturelles de la République démocratique populaire lao, a fait remarquer que son pays serait radié de la liste des pays les moins avancés (PMA) en 2020. La déléguée a demandé de donner aux PMA les moyens: d'étendre les activités relatives à l'économie verte et de progresser sur les OMD; et de surmonter les défis que présente

l'accès aux ressources et aux technologies à des conditions abordables. Elle a plaidé pour: un mécanisme d'appui régional; la promotion des savoirs des communautés locales; la définition de critères pour la CPD; des politiques d'utilisation rationnelle des ressources; et le partage des données et des connaissances scientifiques.

Déclaration des pays: De nombreux pays se sont réjouis de la mise en place d'un comité d'experts chargé de la stratégie de financement du développement durable. Le Népal a mis l'accent sur la déclaration des pays montagneux, émanant d'une réunion mondiale des pays montagneux de 2011, qui encourage l'assimilation des situations particulières auxquels ils sont exposés, en particulier concernant les incidences des changements climatiques, et qui soutient les centres d'excellence pour le développement durable des montagnes.

La Thaïlande a mis l'accent sur le rôle de la CESAP en tant qu'organe régional de coordination en matière de coopération technologique et de transfert de technologies respectueuses de l'environnement, et a appelé les États membres à libéraliser l'agriculture. La Chine a demandé: le respect des engagements des pays développés en matière d'APD; la volonté politique de mobiliser davantage de ressources à tous les niveaux; le renforcement de la coopération Sud-Sud; et l'institutionnalisation du transfert des technologies.

Les Philippines ont appuyé: la création d'un fonds pour le développement durable visant à permettre aux pays d'effectuer la transition vers une économie verte; le renforcement du rôle du secteur privé et de la coopération Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire; et l'intégration de la CPD dans la planification du développement.

L'Australie a déclaré que pour les pauvres les préoccupations majeures sont d'accéder au financement et de surmonter les contraintes. Le Bhoutan a relevé l'importance du principe de RCMD, de la prévisibilité et de la responsabilité, et a mis l'accent sur l'outil d'évaluation du bonheur national brut utilisé au Bhoutan.

Les Fidji ont déclaré que la définition des priorités devrait être menée par les pays, plutôt que par leurs partenaires de développement. Le représentant a appelé la BAD à envisager des modalités adaptées aux PEID, indiquant que dans son pays des ressources considérables ont été détournées des OMD pour les interventions d'urgence.

Déclarations des Grands groupes: Une représentante des Grands groupes, s'exprimant au nom des groupes des agriculteurs, des travailleurs et des syndicats, des enfants et des jeunes, et des ONG, s'est réjouie de l'accord de Rio+20 visant la mise en place d'un processus intergouvernemental chargé de faciliter l'élaboration d'une stratégie de financement. Elle a demandé un transfert des technologies à des conditions favorables et préférentielles, et la mise en valeur des MMCE dans les travaux du FPHN.

Le Grand groupe des femmes a demandé que les structures macroéconomiques mondiales respectent les obligations relatives aux droits de l'homme. Le Grand groupe de la communauté scientifique et technique a proposé une nouvelle définition du développement durable qui mentionne les systèmes à la base de la vie sur terre.

DÉCLARATION RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PEID DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE ET À LA TROISIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES PEID

Le mardi matin, Peseta Noumea Simi, du Ministère des affaires étrangères du Samoa, a fait un exposé sur le développement durable des PEID du Pacifique. Elle a souligné que le FPHN devrait amener des résultats tangibles pour les PEID. Rendant compte d'une manifestation parallèle sur les PEID du Pacifique organisée la veille, elle a mis l'accent, entre autres, sur: la gestion efficace des ressources marines en tant que priorité pour les PEID du Pacifique; la responsabilisation des pays de pêche lointaine pour l'utilisation d'un bien public mondial; la nécessité de refléter la diversité existant parmi les PEID du Pacifique; l'initiative Paysage océanique du Pacifique; et la résolution en cours d'élaboration devant être soumise à la 69^{ème} session de la CESAP.

Concernant les préparatifs de la troisième Conférence internationale sur les PEID, Simi a demandé un nouvel engagement politique et la définition de priorités pour le développement durable des PEID pour examen et formulation dans le programme de développement pour l'après-2015. Elle a mis l'accent sur: la prochaine conférence régionale préparatoire prévue du 10 au 12 juillet 2013, aux Fidji; l'importance du partenariat avec la société civile; l'appréciation du capital naturel dans le cadre de l'économie verte; la gouvernance efficace des océans; et l'application d'un principe de précaution en ce qui concerne, entre autres, la géo-ingénierie.

DÉCLARATIONS SUR LE SUIVI DE RIO+20

L'Inde a réitéré que les RCMD et l'équité doivent constituer le socle d'un nouveau programme centré sur l'élimination de la pauvreté; et a déclaré que le nouveau cadre doit porter sur la croissance, être simple, concret et applicable, et ne doit pas être surchargé par une « liste interminable des problèmes du monde ». Le représentant a souligné l'accent mis sur le droit au développement, et non sur les droits de l'homme et la gouvernance, et s'est opposé à l'inclusion de la paix et de la sécurité, et des changements climatiques au programme de développement pour l'après-2015, notant que ces questions sont abordées dans d'autres forums.

La Thaïlande a mis en exergue la constitution d'un comité national du développement durable, et a déclaré que la CESAP devrait renforcer sa collaboration avec le PNUE et les organisations sous-régionales pour la mise en œuvre du Plan stratégique de Bali pour l'appui technologique et le renforcement des capacités.

Singapour a suggéré d'adopter une approche thématique pour les ODD et de tenir compte des enseignements de la CDD. Le représentant a mis l'accent sur le Plan pour un Singapour durable qui définit des objectifs nationaux de développement durable à l'horizon 2030.

La Nouvelle-Zélande a cité le Partenariat mondial pour l'efficacité de la coopération pour le développement issu du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui s'est tenu à Busan, en République de Corée, comme un bon modèle de coopération, indiquant qu'il est administré par

les pays, avec un suivi mondial limité, et est fondé sur une responsabilité mutuelle, avec une période d'exercice limitée pour les fonctionnaires.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a invité la CESAP à travailler à des initiatives adaptées aux pays, établies sur la base des pratiques exemplaires en matière de développement durable.

Le Kazakhstan a mentionné: l'accueil d'une réunion des ministres du commerce des pays en développement sans littoral (PDSL) à Astana, en septembre 2012; un nouvel organisme pour le transfert des technologies entre les pays d'Asie centrale; et l'étude des possibilités de coopération pour un réseau énergétique asiatique.

Le Samoa a recommandé de travailler à l'aide d'un modèle de partenariat institutionnel sous-régional, tel que le Plan Pacifique. La Fédération de Russie a présenté ses activités dans le secteur de l'énergie, et a invité les participants au Forum Asie-Pacifique de l'énergie, qui sera accueilli par Vladivostok du 27 au 30 mai 2013.

Le Viet Nam a mis l'accent sur ses activités en matière de croissance verte, notamment sa Stratégie nationale pour une croissance verte, et sur ses démarches pour accueillir un centre de la croissance verte de l'ASEAN. La République populaire démocratique de Corée (RPD de Corée) a demandé la prise en compte des différents niveaux de développement et l'élimination des mesures commerciales inévitables.

L'Australie a appuyé: l'élimination des subventions préjudiciables accordées au secteur des pêches; la promotion de la diversité biologique en haute mer; le développement de moyens de transport et d'infrastructures urbaines de haute qualité; et des objectifs viables et favorisant l'intégration sociale dans le cadre des ODD.

Faisant observer que son pays a atteint cinq des huit OMD, le représentant des Maldives a déclaré que le véritable défi réside dans la pérennisation de ces résultats. Il a présenté les efforts de son pays pour devenir neutre en carbone d'ici 2020, a déploré que le PIB ne reflète pas le creusement de la dette nationale, et a demandé: de réformer les stratégies d'aide afin de mettre l'accent sur les politiques durables; et de donner la primauté à l'adaptation aux changements climatiques dans le nouveau programme.

Le Népal a insisté sur la perspective de l'écosystème de montagne et sur l'égalité des sexes. Le Myanmar a souligné l'importance de l'économie verte pour parvenir à un développement durable, et a demandé un mécanisme de facilitation qui favorise le transfert de technologies non polluantes.

Le Sri Lanka a mentionné ses priorités nationales, à savoir les technologies de l'information et de la communication, la santé et les océans, et a proposé d'intégrer les jeunes en tant que partenaires clés.

L'Afghanistan a présenté un processus national de transformation, y compris des mesures visant l'autonomisation des femmes, l'amélioration de l'éducation pour les filles et la création d'emploi.

Les Îles Salomon ont fait observer que pour les PIED, les changements climatiques n'entraînent pas uniquement des catastrophes naturelles, mais également une dépendance en raison des menaces compromettant les moyens de subsistance, et ont

cité le problème de l'acidification des océans. Le représentant a appelé les pays ne l'ayant pas encore fait à signer les Conventions de Rio et le Protocole de Kyoto.

Les Philippines ont réclamé une collaboration plus systématique avec les Commissions régionales par le biais de réunions intersessions et de mécanismes de responsabilisation pour la mise en œuvre.

L'Indonésie a appelé les pays en développement à faire plus en matière de changements climatiques, affirmant que même si les pays développés respectaient leurs engagements, cela ne serait pas suffisant, et déclarant qu'« il n'y a pas d'avancée capitale sans innovation ».

Le Bangladesh a mis l'accent sur ses efforts visant à améliorer les connexions routières avec les pays voisins, et a déclaré que l'aide financière accordée aux activités de gestion des changements climatiques devrait être nouvelle et venir s'ajouter à l'APD. Kiribati a déclaré que le principal obstacle pour le Pacifique est l'absence de MMCE. La représentante s'est dite inquiète du nombre croissant de jeunes confrontés au chômage dans les PEID du Pacifique, et a souligné l'urgence, pour le FPHN, d'amener plus « de mesures concrètes que de discours ».

L'Ouzbékistan a parlé de l'eau en tant que ressource transfrontalière essentielle, faisant observer la dégradation de l'environnement de la mer d'Aral. La Chine a demandé des recherches sur les spécificités de la région, l'intensification de la coopération régionale et la sélection de questions prioritaires pour la région à partir du document final de Rio+20.

Le Grand groupe des agriculteurs a réclamé le contrôle des terres arables et des ressources, une politique pour la biodiversité soucieuse des agriculteurs, et le renforcement des capacités des petits producteurs.

Le Grand groupe des peuples autochtones a demandé: des partenariats allant au-delà de l'aide, des approches de la gestion des écosystèmes et du territoire qui mettent l'accent sur le lien étroit entre l'humanité et la nature; le partage équitable des ressources; et la reconnaissance des savoirs traditionnels.

Le Grand groupe des autorités locales a examiné les programmes relatifs à la réduction de l'empreinte carbone des villes d'Asie et du Pacifique. Le Grand groupe de la communauté scientifique et technique a préconisé le renforcement des capacités des ingénieurs afin de promouvoir une croissance durable.

Le Grand groupe des femmes a demandé l'abandon des politiques gouvernementales encourageant les pratiques fortement consommatrices de ressources, qui peuvent être dangereuses pour les ouvriers et qui entraînent souvent pour les femmes l'expulsion forcée de leur logement. La représentante a déclaré que l'escalade du fondamentalisme et la politisation de la religion dans la région ont influé sur la capacité des femmes à contrôler leur vie et à disposer de leur corps, et elle a demandé des objectifs consacrés à l'égalité des sexes dans le cadre de développement, ainsi que des cibles et des indicateurs spécifiques pour l'ensemble des objectifs.

Citant la déclaration de Philadelphie de l'OIT, le Grand groupe des travailleurs et des syndicats a déclaré que « la pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous ». La représentante a souligné que les droits de l'homme

comprennent les droits des travailleurs et que la discrimination menace la stabilité, et elle a réclamé la protection sociale et une taxe sur les transactions financières.

Le Groupe des enfants et des jeunes a plaidé pour: l'inclusion des droits de l'homme, de la sécurité humaine et des changements climatiques dans le programme de développement pour l'après-2015; et un programme qui respecte les limites de la planète et aille au-delà du PIB.

Le Grand groupe des entreprises et de l'industrie a attiré l'attention sur un mécanisme appliqué au Bangladesh qui impose aux nouvelles industries de recourir en partie à l'utilisation d'énergies renouvelables. Le représentant a insisté, entre autres: sur l'intégration des coûts liés aux externalités, aux services écosystémiques et à l'eau dans les marchés; et sur la diffusion des informations auprès des chambres de commerce locales par l'intermédiaire du Conseil consultatif des entreprises de la CESAP.

Le Grand groupe des ONG a mis l'accent, entre autres sur: les principes de solidarité et du « ne pas nuire »; le principe du pollueur-payeur et le principe de précaution; et sur le Principe 10 (l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice). Le représentant a demandé un mécanisme de mise en œuvre avec une responsabilisation forte du secteur privé afin de garantir le respect des droits de l'homme et des réglementations environnementales.

La FAO a recommandé des mesures incitatives pour l'intégration de la CPD dans les systèmes alimentaires. Le représentant a exhorté les délégués à adopter un ensemble de six principes visant à réformer le système alimentaire mondial, notamment: la protection des droits de la personne et des moyens de subsistance; et les directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts.

Le Programme des Nations Unies pour le développement a souligné que le respect des engagements de Rio+20 signifie « de ne pas se tromper sur le lien pauvreté-environnement », affirmant que les deux notions ont été trop longtemps séparées et qualifiant cette question de décisive pour le programme de développement de l'après-2015.

EXAMEN DE LA SYNTHÈSE DU PRÉSIDENT ET ADOPTION DU COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION

Le mardi après-midi, les délégués ont débattu du résultat de la réunion. En réponse à une question des Maldives, le Secrétariat a précisé que l'objet de la RRA était d'apporter une perspective régionale au suivi de Rio+20, et de la transmettre aux processus mondiaux. Le représentant a rappelé les indications des États membres concernant le fait que le résultat de la réunion soit la synthèse du Président, et a informé les délégués qu'un projet de document serait disponible le mercredi matin afin que les participants l'examinent et proposent des révisions, le cas échéant.

Le Secrétariat a précisé la nature de la synthèse du Président, à savoir une compilation des opinions divergentes exprimées au cours de la réunion. Faisant observer qu'il ne s'agirait pas d'un document de consensus, le représentant a sollicité l'avis des États membres sur la question de savoir si la synthèse devrait être « adoptée », « approuvée », ou n'avoir aucun statut.

Les Maldives ont exprimé leur préoccupation concernant le fait que tous les points de vue ne soient pas inclus dans la synthèse, et le Secrétariat a déclaré que les délégués pourraient proposer des énoncés supplémentaires. Le Président Chhun a exhorté les délégués à concourir à une convergence, et a ajouté que les pays développés et la région africaine ont été en mesure de convenir d'un texte commun. Le Bhoutan s'est enquis des modalités de communication des résultats de la réunion au FPHN et au GTO, et le Secrétariat a déclaré que le résultat serait communiqué par l'intermédiaire du DAES.

Le mercredi matin, la synthèse du Président a été distribuée aux délégués pour examen et consultation avant la session plénière de l'après-midi.

Lors de la session plénière de l'après-midi, les délégués ont examiné la synthèse du Président et débattu des mesures à prendre, le cas échéant. Le Président Chhun a réaffirmé que le résultat de la réunion est destiné à contribuer aux processus mondiaux du développement durable, mais il a souligné que la synthèse du Président n'est pas un texte négocié.

Le Bhoutan, appuyé par la Nouvelle-Zélande, a proposé de supprimer les crochets des paragraphes sur l'adoption de la synthèse du Président en tant que reflet des opinions, expériences, résultats et défis des pays de la région, qui ont été exprimés au cours de la réunion, et sur la synthèse du Président en tant que contribution au processus des ODD et autres processus mondiaux pertinents. La représentante a également demandé des éclaircissements sur le moyen de transmettre le résultat de la réunion aux processus mondiaux pertinents. Le Secrétariat a déclaré qu'il assumerait ce rôle, et a encouragé les États membres à se référer à la synthèse du Président lorsque leurs délégations respectives participent à des réunions internationales.

Les Philippines ont réclamé une déclaration plus forte sur la manière dont les résultats de cette réunion seront transmis à un niveau supérieur, craignant que la réunion ne se révèle être rien d'autre qu'un « club de discussion » dont les résultats seront « enterrés ». La représentante a également demandé une référence à l'application des engagements et accords précédents.

Kiribati a proposé d'insérer « durable » à la suite de « développement » dans l'ensemble du document, en référence par exemple au « droit au développement ». Le Bhoutan a contesté la pertinence de l'introduction de « durable » en référence au « droit au développement ».

La Nouvelle-Zélande a déclaré que le document devrait refléter les arguments présentés au cours de la réunion par l'Indonésie et Kiribati concernant les responsabilités communes pour les mesures à prendre.

Concernant le **cadre institutionnel pour le développement durable**, l'Australie, appuyée par les Philippines, a réclamé des termes plus fermes pour exprimer que le FPHN devrait s'appuyer sur les enseignements de la CDD; et réellement représenter les trois piliers du développement durable, et éviter de reproduire ce qui a été fait dans d'autres forums.

Concernant le rôle de la CESAP, le PNUD a proposé une référence aux liens entre les mesures adoptées à l'échelon mondial et au niveau des pays, y compris au rôle du système des coordonnateurs résidents visant à garantir la coordination des Nations Unies à l'échelon national.

Concernant **les ODD et le programme de développement pour l'après-2015**, la Chine a demandé une meilleure visibilité du sous-paragraphe sur les principes directeurs, et des références aux principes de la souveraineté et des RCMD. Concernant la relation entre les ODD et le programme de développement pour l'après-2015, la Fédération de Russie a demandé la suppression de la référence à « la paix et la sécurité humaine ». L'Australie a demandé un libellé soulignant la participation de la société civile aux mécanismes du développement durable.

Concernant un sous-paragraphe sur les stratégies de portée générale, les Maldives ont demandé une référence à la justice environnementale. La Chine a affirmé que les déclarations des pays ne précisaient pas que les droits de l'homme et le bien-être humain devraient être au centre du cadre, et a proposé plutôt un libellé sur la pérennisation d'un développement sans exclusion grâce à l'attention portée à l'équité du traitement des deux sexes et à la justice sociale, avec un accent sur le bien-être humain.

Concernant les priorités relatives aux ODD et au programme de l'après-2015, les Maldives ont demandé que les incidences des changements climatiques soient présentées comme l'un des obstacles les plus importants au développement de la région. La Chine a proposé de réorganiser les priorités, les questions liées à l'économie figurant en premier, suivies des questions humaines, que la représentante a proposé de rebaptiser questions « sociales ou de développement social ».

Concernant les approches de mise en œuvre, les Maldives ont proposé un libellé qui traduise la nécessité d'adopter une approche guidée par les bénéficiaires, qui tienne compte des priorités nationales et de l'appropriation par les pays. Le PNUD a demandé qu'il soit clarifié dans le texte que son rôle est d'aider les pays à accéder à des sources de financement, plutôt que de gérer des mécanismes de financement.

Concernant le rôle de la CESAP, le PNUD a proposé de réviser le texte afin qu'il reflète les préoccupations exprimées au sujet du rôle premier de la CESAP consistant à soutenir la mise en œuvre des ODD.

Concernant **les moyens de mise en œuvre** et le financement du développement durable, les Maldives ont proposé un libellé stipulant: que la croissance de la dette nationale des PEID et des PMA a été mentionnée comme un obstacle à la mobilisation des ressources pour le développement durable; et que l'accent a été mis sur les dispositifs d'allègement de la dette pour les pays en développement, en particulier les PMA et les PEID. L'Australie a proposé un libellé qui indique que le développement durable dépend de flux financiers viables à long terme, y compris, mais pas seulement, de l'APD. Concernant les difficultés de mobilisation des ressources intérieures, le Népal a ajouté une référence aux PMA et aux PDSL. Concernant le transfert des technologies, les Maldives ont demandé un libellé stipulant que les droits de propriété intellectuelle (DPI) ont été présentés comme un obstacle à l'utilisation de technologies respectueuses de l'environnement dans la région.

Concernant **les priorités nationales, l'application des dispositions régionales, les domaines de collaboration régionale et le rôle de la CESAP**, ainsi que les initiatives et les stratégies pertinentes des gouvernements, le représentant

des Maldives a ajouté un libellé sur les efforts de son pays visant l'abandon progressif des hydrochlorofluorocarbures (HCFC), la neutralité en émissions de carbone à l'horizon 2020 et la conversion de la nation entière en réserve de biosphère à l'horizon 2017. L'Australie a détaillé sa Politique urbaine nationale, indiquant qu'elle préconise une approche intégrée de la planification des villes et zones urbaines durables. Le Cambodge a demandé l'ajout d'une référence à l'adoption par son gouvernement d'une stratégie nationale de croissance verte pour la période 2013-2020.

Concernant les principaux défis mentionnés par les gouvernements, et les incidences des changements climatiques, le représentant du Bangladesh a proposé une référence particulière aux impacts auxquels son pays est confronté, notamment la fréquence et la gravité accrues des inondations, et l'intrusion d'eau salée dans les sols. Concernant les recommandations relatives au rôle de la CESAP, Kiribati a appelé la CESAP à se concentrer sur l'aide aux pays à l'échelon national avant de se tourner vers les processus mondiaux.

Dans une déclaration commune des Grands Groupes, le groupe des ONG, s'exprimant également au nom des groupes des femmes, des agriculteurs, des travailleurs et des syndicats, des peuples autochtones, et des enfants et des jeunes, a dit regretter que les pays n'aient pas établi de plan régional d'application des résultats de Rio+20. La représentante a appelé à: fonder les ODD sur une approche respectueuse des droits de l'homme; reconnaître les droits des peuples autochtones tels qu'articulés dans l'UNDRIP; et à reconnaître la sécurité des personnes comme faisant partie intégrante du développement durable. Elle s'est réjouie de la référence aux droits de la femme dans la synthèse du Président.

Elle a demandé des références: aux inquiétudes exprimées au sujet du régime actuel des DPI; et à la stratégie de financement du développement durable et au mécanisme de facilitation relatif aux technologies qui vise à promouvoir le transfert de technologies respectueuses de l'environnement. Elle a souligné l'importance du principe du pollueur-payeur; a accueilli avec satisfaction la reconnaissance de la souveraineté alimentaire et la réforme agraire, en avertissant que celle-ci doit être centrée sur les agriculteurs; et a appelé les gouvernements à soutenir l'agriculture à petite échelle. Elle a exhorté les délégués à « être audacieux » et à « adopter » la synthèse du Président.

En réponse aux inquiétudes exprimées par les Grands groupes au sujet des DPI, l'ONUSIDA a fait observer que l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce devrait garantir une certaine souplesse et contribuer à obtenir une population en bonne santé, ce qui est nécessaire au développement durable.

Concernant la marche à suivre pour la synthèse du Président, la Fédération de Russie a soutenu que la synthèse du Président ne devrait pas être « adoptée » ni « approuvée », mais qu'elle pourrait être « publiée avec l'accord de tous les participants ». La RPD de Corée et le Japon ont appuyé la proposition de la Fédération de Russie. La Thaïlande a proposé d'utiliser un autre terme que « publiée ». L'Australie et le Bhoutan se sont dits préoccupés par le terme « publié » et se sont demandé pour qui le document serait « publié ». L'Iran s'est opposé à l'adoption de la synthèse du Président.

Le Secrétariat a expliqué que pour qu'un document soit publié, il doit d'abord être adopté, et qu'un document n'a pas besoin d'être négocié pour être adopté. Le représentant a déclaré que l'adoption du document établirait un lien entre le document et la réunion.

Les Philippines, l'Australie, le Samoa, Kiribati, les Tuvalu, l'Indonésie, le Bangladesh, l'Afghanistan, le Bhoutan, les Fidji, le Népal, le Viet Nam et les Maldives ont appuyé l'adoption de la synthèse du Président. Les Maldives ont mis en garde contre le fait de devenir « victimes de la terminologie ».

En guise d'alternative, la Fédération de Russie a suggéré que la RRA « reconnaisse » la synthèse du Président comme reflétant les opinions, expériences, résultats et défis des pays de la région, qui ont été exprimés au cours de la réunion. L'Ouzbékistan a appuyé cette proposition. La RPD de Corée a proposé de joindre la synthèse au compte-rendu de la réunion.

Suite à des consultations informelles, le Président Chhun a proposé qu'au lieu d'adopter la synthèse du Président, les délégués adoptent le compte-rendu de la réunion, avec la synthèse du Président en annexe, et les délégués ont accepté. Un résumé de la manifestation parallèle sur les PEID figure également en annexe du compte-rendu de la réunion. La séance a été levée à 17h12.

SYNTHÈSE DU PRÉSIDENT

La synthèse du Président, qui figure en annexe du compte-rendu de la réunion, est divisée en deux parties: « Résultats principaux de Rio+20: Perspectives régionales sur les processus mondiaux » et « Suivi de Rio+20: Priorités nationales, mise en œuvre des dispositions régionales, domaines de collaboration régionale et rôle de la CESAP ». Elle inclut diverses questions soulevées par les participants au cours des débats et n'est pas un document négocié.

RÉSULTATS PRINCIPAUX DE RIO+20:

PERSPECTIVES RÉGIONALES SUR LES PROCESSUS MONDIAUX: Cette partie comprend des sous-parties sur: le cadre institutionnel pour le développement durable; les ODD et le programme de développement pour l'après-2015; les MMCE; et la troisième Conférence internationale sur les PEID.

La sous-partie sur **le cadre institutionnel pour le développement durable** met l'accent sur les exigences suivantes: la cohérence et l'intégration; la valeur ajoutée du rôle du FPHN; le respect des Principes de Rio, en particulier le principe de RCMD; et la participation des parties prenantes.

La sous-partie aborde:

- le fonctionnement du FPHN, notamment qu'il soit ouvert à tous et renforce la participation des pays en développement, y compris les PMA et les PEID, au processus décisionnel;
- le rôle de l'ECOSOC en tant que mécanisme institutionnel principal pour le développement durable; et
- le rôle de la CESAP, notamment qu'elle guide les processus préparatoires régionaux pour les sessions du FPHN, en collaboration étroite avec le PNUE/ROAP et les autres partenaires.

La sous-partie sur **les ODD et le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015** met l'accent sur les exigences suivantes: une réduction de la pauvreté fondée sur un programme de développement durable et

équitable; des partenariats mondiaux et régionaux renforcés; la reconnaissance du droit au développement, et des principes de souveraineté et de RCMD; et un cadre souple et adaptable.

La synthèse comprend des sous-paragraphes sur:

- les relations entre le programme de développement pour l'après-2015 et les ODD, notamment que les ODD devraient faire partie intégrante du programme de développement et qu'il ne devrait exister qu'un seul cadre universel;
- les principes directeurs et le fondement des ODD, notamment que les ODD soient simples, réalisables, mesurables et qu'ils intègrent de manière cohérente et équilibrent les trois dimensions du développement durable afin de combler le fossé entre le programme des OMD et le développement durable;
- les stratégies de portée générale, notamment une stratégie qui mette l'accent sur la croissance et la prévalence du droit au développement pour les pays en développement, sur le développement sans exclusion et sur l'intégration et l'équilibre entre les trois piliers;
- les approches pour l'élaboration des ODD, notamment le soutien aux travaux du GTO, et un processus ouvert, participatif, transparent et intergouvernemental fondé sur le consensus;
- les priorités relatives aux ODD et au programme de développement pour l'après-2015, notamment les questions humaines/de développement social, les questions liées à l'économie, les questions de gestion des écosystèmes/viabilité environnementale, les questions transversales, et les questions transformatives, telles que le besoin d'un nouveau modèle de développement;
- les approches pour la mise en œuvre, telles que le renforcement des capacités, le soutien à l'établissement des rapports et à l'utilisation de la gestion des données, et la participation des parties prenantes à la collecte des données; et
- le rôle de la CESAP, notamment la facilitation de la mise en place de dispositifs nationaux, sous-régionaux et régionaux pour l'élaboration des ODD.

La sous-partie sur **les MMCE** aborde les exigences suivantes: le transfert des technologies; la coopération régionale et internationale; des technologies et des fonds adaptés et accessibles; les perspectives commerciales; et l'examen d'un large éventail d'options de financement en sus de l'APD. La partie sur les MMCE comprend des sous-paragraphes sur:

- le financement du développement durable, qui aborde, entre autres, les exigences suivantes: des efforts collectifs pour aborder le développement durable; une mobilisation accrue des ressources internes pour le développement durable; et un financement du développement à long terme, ainsi qu'un éventail d'options de financement; et
- le transfert des technologies, notamment: la nécessité de renforcer les capacités en matière de transfert des technologies, les technologies respectueuses de l'environnement et leur transfert, et le renforcement de la coopération Sud-Sud pour compléter, plutôt que pour remplacer, la coopération Nord-Sud; et que la CESAP facilite la coopération entre les membres afin de développer la coopération technique pour le transfert de technologies respectueuses de l'environnement.

La sous-partie sur la **troisième Conférence internationale sur les PEID** traite d'une manifestation parallèle intitulée « Développement durable des PEID d'Asie-Pacifique: Des océans de possibilités » qui a eu lieu le 22 avril 2013, et a souligné que la gestion durable et équitable des ressources marines peut aider à réduire la pauvreté dans les PEID; et contribué à un projet de résolution à examiner par la 69^{ème} session de la CESAP et à débattre lors de la Réunion préparatoire du Pacifique prévue du 10 au 12 juillet 2013 aux Fidji, en amont de la troisième Conférence internationale sur les PEID.

SUIVI DE RIO+20: PRIORITÉS NATIONALES, MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS RÉGIONALES, DOMAINES DE COLLABORATION RÉGIONALE ET RÔLE DE LA CESAP: Cette partie aborde:

- les initiatives spécifiques des gouvernements et les stratégies pertinentes;
- les principaux défis identifiés par les gouvernements, notamment: l'impact des industries dépendant des ressources; la vulnérabilité environnementale, sociale et économique, en particulier face aux incidences des changements climatiques; l'accès à une énergie propre; la vulnérabilité financière, résultant du recours au PIB comme mesure du progrès; la discrimination fondée sur le sexe; et l'insécurité alimentaire liée à l'interdépendance entre l'eau, l'alimentation et l'énergie;
- les solutions identifiées par les gouvernements, telles que: une prise de décision qui inclue la société civile et repose sur de meilleurs indicateurs du progrès; des partenariats public-privé; l'intégration des politiques relatives à la CPD; l'amélioration de l'éducation, des compétences et des connaissances techniques; des approches intégrées et communautaires de la gestion; la formulation d'une stratégie régionale unique; et l'identification des secteurs prioritaires pour la région; et
- les recommandations concernant le rôle de la CESAP, notamment: l'organisation de forums régionaux sur le suivi de Rio+20; l'appui à la coordination des processus mondiaux sur le programme de développement pour l'après-2015 à l'échelon régional; l'appui aux mécanismes de consultation sur l'examen des domaines prioritaires; un rôle accru dans la facilitation des discussions avec l'ensemble des acteurs régionaux; l'appui aux initiatives propres aux pays; et, en collaboration avec la BAD et le PNUÉ, la consolidation des travaux visant à mesurer le progrès au-delà du PIB.

RÉSUMÉ DE LA MANIFESTATION PARALLÈLE SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PEID D'ASIE-PACIFIQUE: DES OCÉANS DE POSSIBILITÉS

Ce résumé figure en annexe du compte-rendu de la réunion et présente les discussions ayant eu lieu lors de la manifestation parallèle du 22 avril 2013 sur les possibilités de développement durable dans les océans et les mers et sur les préparatifs de la troisième Conférence internationale sur les PEID.

Le résumé indique que les participants à la manifestation parallèle ont:

- exprimé leur préoccupation quant à l'éventualité que le FPHN amène des résultats tangibles pour les PEID;
- proposé de déplacer l'accent mis sur la vulnérabilité des PEID vers les possibilités offertes aux PEID par l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 et la gestion des océans;

- suggéré que les PEID sont « les États en développement d'un vaste océan » et devraient règlementer l'exploitation des ressources marines conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM), afin que les pays de pêche lointaine soient tenus responsables de leur exploitation de ce bien public; et
- plaidé pour une gouvernance efficace des océans, notamment par le biais de la CNUDM, et pour l'adoption nécessaire d'un principe de précaution concernant des questions telles que la fertilisation des océans, l'exploitation des ressources minérales des fonds marins et la géo-ingénierie.

Les participants à la manifestation parallèle ont également recommandé:

- de tenir compte des besoins et du contexte de chaque pays, les PEID du Pacifique ne formant pas un ensemble homogène;
- d'adopter des modalités de coopération nouvelles et efficaces allant au-delà des relations traditionnelles avec les partenaires de développement, et de définir des questions prioritaires qui profitent à tous les pays de la région Pacifique;
- d'établir un partenariat avec la société civile, d'élargir la coopération Sud-Sud, et de dépasser la relation traditionnelle avec les bailleurs de fonds;
- de reconnaître que des sacrifices sont nécessaires pour concilier les objectifs de développement et les principes du développement durable; et
- d'utiliser des modèles qui mettent l'accent sur la valeur du patrimoine naturel.

Au cours de la manifestation parallèle, le Secrétariat a annoncé les objectifs de la troisième Conférence internationale sur les PEID, notamment: l'évaluation des résultats relatifs au PAB et à la SMCEM et à leurs processus connexes et l'identification des enseignements et des lacunes à combler; l'obtention d'un nouvel engagement politique pour répondre aux besoins spécifiques et aux vulnérabilités des PEID et l'identification de mesures concrètes pour la poursuite de la mise en œuvre efficace du PAB et de la SMCEM; et la définition de priorités pour le développement durable des PEID pour examen et formulation dans le programme de développement pour l'après-2015.

Le résumé note: qu'un projet de résolution sur l'économie océanique et la manière dont elle peut contribuer au développement durable sera présenté par les Îles Salomon et Kiribati à la 69^{ème} session de la CESAP; et que les préparatifs de la troisième Conférence internationale sur les PEID sont en cours, les Fidji accueillant la Réunion préparatoire du Pacifique du 10 au 12 juillet 2013.

RÉUNIONS À VENIR

Deuxième Sommet de l'eau d'Asie-Pacifique (APWS) et ateliers techniques: Le 2^{ème} Sommet de l'eau d'Asie-Pacifique (APWS) se réunira à Chiang Mai, en Thaïlande, les 19 et 20 mai sur le thème « Défis de l'approvisionnement en eau et des catastrophes liées à l'eau: Leadership et engagement », et est organisé par le gouvernement de la Thaïlande, en collaboration avec le Forum de l'eau Asie-Pacifique. Le Sommet se tiendra en parallèle d'ateliers techniques et d'expositions ayant lieu du 16 au 20 mai. Le Sommet vise à promouvoir le dialogue et à faciliter la coopération régionale en matière de sécurité de

l'approvisionnement en eau en Asie et dans le Pacifique, avec la participation des secteurs public et privé, d'experts techniques, d'universitaires et des groupes de la société civile. **dates:** 16-20 mai 2013 **lieu:** Chiang Mai, Thaïlande **contact:** Département des ressources en eau, Ministère des ressources naturelles et de l'environnement, Thaïlande **téléphone:** +66 (0) 2298 6604 **fax:** +66 (0) 2298 6604 **courriel:** apws@apwatersummit2.org **www:** <http://www.apwatersummit2.org>

Débat thématique de l'AGNU: Le changement climatique, l'énergie verte et la durabilité des ressources hydriques: La 67^{ème} session de l'AGNU accueillera un débat thématique sur le changement climatique, l'énergie verte et la durabilité des ressources hydriques. **date:** 16 mai 2013 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **www:** <http://www.un.org/fr/ga/president/67/>

Forum Asie-Pacifique de l'énergie (APEF 2013): La CESAP organise le Forum Asie-Pacifique de l'énergie (APEF 2013) afin de promouvoir la coopération régionale pour le renforcement de la sécurité énergétique et l'utilisation durable de l'énergie. L'APEF 2013 est la première conférence ministérielle de cette nature sur l'énergie dans la région Asie-Pacifique.

Un accord est attendu sur une déclaration ministérielle et un plan d'action régional, qui aborderont des questions relatives à l'énergie englobant l'accès à l'énergie, l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, la connectivité et le commerce, dans le contexte global du développement durable et en relation avec l'initiative mondiale du Secrétaire général des Nations Unies SE4ALL. **dates:** 27-30 mai 2013 **lieu:** Vladivostok, Fédération de Russie **contact:** APEF 2013 **courriel:** apef@un.org **www:** <http://www.unescap.org/apef>

Troisième session du Groupe de travail ouvert sur les ODD: Cette session du GTO devrait examiner la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture durable, la désertification, la dégradation des terres, et la mesure et l'évaluation des progrès accomplis sur la voie du développement durable. **dates:** 22-24 mai 2013 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Division du développement durable **téléphone:** +1-212-963-8102 **fax:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org>

Réunion régionale d'application des résultats de Rio+20 pour la région arabe: La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) organise la RRA pour l'Asie occidentale, qui offrira une tribune pour, entre autres, examiner les principaux résultats de Rio+20 et leurs implications pour le programme de développement durable dans la région arabe, et élaborer un document final qui servira de contribution régionale collective au FPHN. Les conclusions, résultats et recommandations de cette réunion seront reflétés dans le compte-rendu final de la réunion, en vue de garantir une contribution régionale arabe au suivi de Rio+20. **dates:** 29-30 mai 2013 **lieu:** Dubaï, Émirats arabes unis **contacts:** Reem Nejdawi ou Rita Wehbé, Secrétariat de la CESAO **téléphone:** + 961-1-978 578 ou +961-1-978- 513 **fax:** +961-1-981-510/511/512 **courriels:** nejdawi@un.org ou wehbe@un.org **www:** <http://www.escwa.un.org/information/meetingdetails.asp?referenceNum=2044E>

Conférence internationale du Travail: La 102^{ème} session de cette conférence est organisée par l'OIT et comprendra la présentation d'un document et une discussion générale sur le thème « Développement durable, travail décent et emplois verts ».

dates: 5-20 juin 2013 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Service des relations officielles, OIT **téléphone:** +41-22-799-8944 **fax:** +41-22-799-7732 **courriel:** RELOFF@ilo.org **www:** <http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/102/lang--fr/index.htm>

Conférence de haut niveau des pays à revenu intermédiaire: La conférence vise à créer une plate-forme pour l'échange de connaissances entre les pays à revenu intermédiaire, à élaborer un plan d'action commun et une déclaration commune contribuant aux discussions sur le programme de développement pour l'après-2015 et à favoriser les structures de gouvernance en réseaux pour le partage de connaissances. La conférence sera accueillie et organisée par le gouvernement du Costa Rica et facilitée par l'initiative « Réseaux pour la prospérité » de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. Des réunions préparatoires se tiendront à Genève, Vienne, New York et Washington, incluant notamment un Dialogue ouvert sur le financement du développement économique durable le 7 mai à New York. **dates:** 12-14 juin 2013 **lieu:** San José, Costa Rica **contact:** Secrétariat de la Conférence de l'ONUDI **téléphone:** +43-1-260-26-3542 **fax:** +43-1-263-6809 **courriel:** MIC-Conference@unido.org **www:** <http://micconference.org/conference/>

Quatrième session du Groupe de travail ouvert sur les ODD: Cette session du GTO devrait examiner l'intégration de l'eau dans le développement durable, l'assainissement, la santé et la population. **dates:** 17-19 juin 2013 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Division du développement durable **téléphone:** +1-212-963- 8102 **fax:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org>

Troisième Conférence internationale sur les PEID - Réunion préparatoire sous-régionale pour le Pacifique: La réunion préparatoire de la région Pacifique sera organisée en vue d'élaborer les contributions à la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement (PEID), qui se tiendra en septembre 2014. **dates:** 10-12 juillet 2013 **lieu:** Suva, Fidji **www:** <http://www.sids2014.org>

Troisième Conférence internationale sur les PEID - Réunion préparatoire sous-régionale de l'AIMS: La réunion préparatoire de la sous-région de l'Atlantique, de l'océan Indien, de la Méditerranée et de la mer de Chine méridionale sera organisée en vue d'élaborer les contributions à la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement (PEID), qui se tiendra en septembre 2014. **dates:** 17-19 juillet 2013 **lieu:** Victoria, Seychelles **www:** <http://www.sids2014.org>

20^{ème} session de la Commission du développement durable: La 20^{ème} et dernière session de la Commission du développement durable (CDD 20) et la première réunion du FPHN, qui devrait avoir lieu en septembre, se tiendront l'une à la suite de l'autre. **date:** 2 septembre 2013 (provisoire) **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Division du développement durable **téléphone:** +1-212-963-8102 **fax:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1211>

Événement spécial de l'AGNU pour le suivi des efforts déployés en vue d'atteindre les OMD: L'AGNU organisera cet événement d'une journée au cours sa 68^{ème} session en septembre. Ce sera l'occasion pour les dirigeants d'identifier les

mesures nécessaires pour achever le processus des OMD et de donner des orientations sur les priorités. **date:** 25 septembre 2013 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Saijin Zhang **téléphone:** +1-212-963-2336 (Affaires de l'Assemblée générale), +1-212-963-7172 (Protocole et liaison) **fax:** +1-212-963-1921 **www:** <http://www.un.org/fr/ga/>

Premier Forum annuel de mise en œuvre du développement durable: Le Bureau des Nations Unies pour le développement durable organisera le premier Forum annuel de mise en œuvre du développement durable (SDIF). Le SDIF vise à servir de plate-forme mondiale pour le partage des bonnes pratiques dans la formulation et la mise en œuvre des programmes de développement durable, l'évaluation de l'impact, et la planification de voies nouvelles et améliorées pour la concrétisation du développement durable. Le programme du SDIF annuel inclura également des thèmes liés à: l'intensification de la mise en œuvre; la recherche de solutions efficaces aux contraintes et défis relatifs à la mise en œuvre; l'examen des questions émergentes dans le cadre de la planification et de la mise en œuvre; la promotion de l'interface science-politiques-pratique pour garantir la transition vers la durabilité; et la promotion et la facilitation de partenariats, ainsi que le renforcement des communautés de pratique. **dates:** 28-31 octobre 2013 **lieu:** Incheon, République de Corée **contact:** Secrétariat du SDIF, Bureau des Nations Unies pour le développement durable **téléphone:** +82-32-822-9088 **fax:** +82-32-822-9089 **courriel:** unosd@un.org **www:** www.unosd.org

Congrès général CITYNET 2013: Les membres de ce réseau régional d'autorités locales de la région Asie-Pacifique se réuniront pour discuter des activités pour le développement urbain durable, établir des priorités et déterminer les travaux du réseau pour les quatre années à venir. **dates:** 4-6 novembre 2013 **lieu:** Séoul, République de Corée **contact:** Secrétariat de CITYNET **téléphone:** +82-2-2133-5272 **courriel:** soumu@citynet-ap.org **www:** http://www.citynet-ap.org/images/uploads/cityvoice/CITYNET_e-News_67.pdf

Cinquième session du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les objectifs de développement durable: L'ordre du jour de cette cinquième session du Groupe de travail ouvert reste à confirmer. **dates:** 25-27 novembre 2013 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Division du développement durable **téléphone:** +1-212-963-8102 **fax:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

Sixième session du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les objectifs de développement durable: L'ordre du jour de cette sixième session du Groupe de travail ouvert reste à confirmer. **dates:** 9-13 décembre 2013 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Division du développement durable **téléphone:** +1-212-963-8102 **fax:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

Septième session du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les objectifs de développement durable: L'ordre du jour de cette septième session du Groupe de travail ouvert reste à confirmer. **dates:** 6-10 janvier 2014 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:**

Division du développement durable **téléphone:** +1-212-963-8102 **fax:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

Huitième session du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les objectifs de développement durable: L'ordre du jour de cette huitième session du Groupe de travail ouvert reste à confirmer. **dates:** 3-7 février 2014 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Division du développement durable **téléphone:** +1-212-963-8102 **fax:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

GLOSSAIRE

10YFP	Cadre décennal de programmation concernant les modes de CPD
AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
CDD	Commission du développement durable
CESAP	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
CNUDD	Conférence des Nations Unies sur le développement durable (ou Rio+20)
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
CPD	Consommation et production durables
DAES	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
DPI	Droits de propriété intellectuelle
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FPHN	Forum politique de haut niveau
GTO	Groupe de travail ouvert
MMÆ	Moyens de mise en œuvre
OIT	Organisation internationale du Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PAB	Programme d'action de la Barbade
PDSL	Pays en développement sans littoral
PEID	Petits États insulaires en développement
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RCMD	Responsabilités communes mais différenciées
ROAP	Bureau régional du PNUE pour l'Asie et le Pacifique
RRA	Réunion régionale d'application
SE4ALL	Initiative Énergie durable pour tous
SMCEM	Stratégie de mise en œuvre de Maurice
UNDRIP	Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones